

L'Inde, prochain exemple de productivité de l'Asie

Joydeep Mukherji¹
Standard and Poor's

RÉSUMÉ

L'Inde a créé les règles de base de la vie économique et politique moderne. Le renforcement nécessaire du cadre institutionnel du pays permettra à l'Inde de prospérer sans connaître de changements radicaux. Une réforme économique graduelle a transformé l'Inde en la plaçant sur un chemin de croissance beaucoup plus rapide. La croissance économique de la prochaine décennie n'atteindra peut-être pas l'actuel taux de croissance à deux chiffres de la Chine, pourtant l'Inde deviendra probablement l'une des économies en croissance les plus rapides du monde, progressant à un rythme semblable à celui de la Malaisie, de la Thaïlande, de Taïwan et de la Corée pendant leur période de croissance économique rapide soutenue. L'accélération récente de la croissance du PIB réel reflète une croissance plus rapide des facteurs de même qu'une productivité totale des facteurs à la hausse. Toutefois, principalement en raison d'un système d'éducation médiocre, les piliers sociaux de l'Inde à l'appui de sa croissance économique sont plus faibles que ceux que dont disposaient les autres pays de l'Asie de l'Est pendant leurs années de croissance spectaculaire. Des lacunes en éducation non corrigées, une infrastructure physique inadéquate et d'importants déficits budgétaires pourraient empêcher l'Inde de connaître une croissance encore plus rapide.

CET ARTICLE EXPOSE LES TENDANCES récentes de la croissance de la production et de la productivité totale des facteurs en Inde, examinant les données sur la productivité au niveau agrégé et dans divers secteurs de l'économie. L'article présente d'abord l'importance d'un taux d'épargne à la hausse et l'utilisation accrue du capital dans la croissance des dernières années. Il examine ensuite les facteurs susceptibles de propulser la croissance de la production et de la productivité à venir. Enfin, il étudie les obstacles à une croissance plus rapide, ciblant les lacunes qui expliquent le secteur industriel relativement petit de l'Inde, en comparaison avec d'autres pays d'Asie. L'article conclut que le nouveau cadre stratégique de

l'Inde semble favoriser une accumulation des facteurs et une croissance de la productivité totale des facteurs plus élevées dans les prochaines années, grâce à une réforme économique qui offre de meilleurs incitatifs à l'investissement et la croissance.

Tendances récentes dans l'économie indienne

Production et croissance du PIB par habitant

L'Inde est un pays pauvre qui s'achemine rapidement vers la richesse. D'après les taux de change fondés sur la parité des pouvoirs d'achat, le revenu par habitant de l'Inde était seulement

1 L'auteur est un analyste des emprunts garantis par l'État chez Standard & Poor's à New York. Cet article présente la pensée de l'auteur et pas nécessairement celle de son employeur. Adresse électronique : joydeep_mukherji@standardsandpoors.com

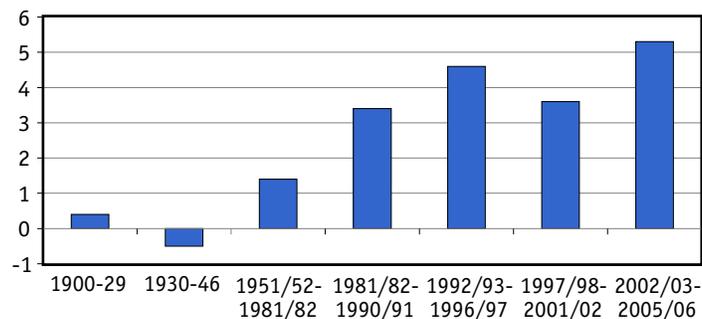
Tableau 1
Croissance du PIB réel dans des pays
asiatiques pendant leurs meilleures
années de croissance
 (taux de variation annuel moyen)

Inde (1990-2000)	5,7
Inde (2000-2006)	6,9
Chine (1994-2004)*	9,7-10,4
Hong Kong (1960-1995)	7,7
Corée (1960-1995)	8,1
Singapour (1960-1995)	8,4
Taïwan (1960-1995)	8,6
Thaïlande (1960-1995)	7,5
Malaisie (1960-1995)	6,9
Japon (1950-1980)	8

* Cet intervalle reflète des données incomplètes sur le revenu national en Chine à la suite d'une révision statistique effectuée au début de 2006.

Source : Anderson (2005) utilisant les données de la CEIC et la Banque mondiale.

Graphique 1
Croissance du PIB par habitant en Inde
 (pourcentage)



Source : Acharya *et al.* (2006).

de 3 120 \$US en 2004, au 144^e rang de l'échelle des revenus dans le monde. Toutefois, l'économie indienne connaît une croissance depuis les dernières décennies, la croissance du PIB réel

passant d'une moyenne d'environ 6 % par année dans les années 90 à presque 7 % en 2000-2006 (tableau 1). Entre 2003 et 2006, elle s'est fixée en moyenne à 8,3 % par année.

Ces chiffres de croissance deviennent encore plus significatifs si on les présente d'une manière différente. À partir du début des années 50 jusqu'au début des années 80, l'Inde a connu un taux de croissance annuel moyen de 3,5 % ou 1,2 % par habitant (graphique 1). À ce rythme, le revenu par habitant double seulement tous les 57 ans. Le revenu par habitant augmente de 6,6 % annuellement depuis trois ans, ce qui signifie qu'il la doublé en seulement 11 ans. La hausse du revenu a permis de réduire fortement la pauvreté, qui est passée de 36 % en 1993-1994 au taux actuel d'environ 20 %².

L'Inde est-elle destinée à devenir le prochain miracle économique de l'Asie? De plus en plus, il semble que la réponse soit affirmative. L'Inde ne connaîtra peut-être pas une croissance aussi rapide que celle de la Chine, dont le taux de croissance annuel moyen s'établit à 9,5 % depuis 20 ans. Toutefois, il semble que l'Inde demeurera très probablement une des économies en croissance les plus rapides du monde pendant la prochaine décennie, à un rythme similaire à celui qu'ont connu la Malaisie, la Thaïlande, Taïwan et la Corée pendant leur forte période de croissance économique soutenue (tableau 1)³.

Au cours des dernières années, le taux de croissance du PIB de l'Inde a connu une tendance à la hausse et la croissance est devenue moins instable. Le coefficient de variation de la croissance annuelle du PIB est tombé à 0,3 de 1991 à 2005, comparativement à 0,4 de 1981 à

2 Le taux de pauvreté officiel s'établissait à 22 % de la population en 2004-2005 selon la National Sample Survey Organization du gouvernement de l'Inde. Le gouvernement indien indique habituellement la croissance et les autres données de l'Inde en utilisant l'exercice se terminant le 31 mars.

3 L'accélération de la croissance indienne est conforme aux données du Centre de Groningue pour la croissance et le développement (<http://www.ggdc.net/index-dseries.html#top>). Ces données révèlent que le PIB par employé (en dollars de 1990 corrigés de la parité de pouvoir d'achat) a augmenté de seulement 32 % cumulativement entre 1980 et 1990, mais a progressé de 49 % de 1990 à 2000. L'augmentation a été de 36 % entre 2000 et 2006, ce qui laisse prévoir que le total pour la période de 2000 à 2010 dépassera probablement le niveau de la décennie précédente.

1990 et à 1,0 de 1951 à 1980 (Purfield et Schiff, 2006: chapitre 10). Le secteur des services a contribué pour plus de la moitié de la croissance totale du PIB de l'économie depuis les années 90 et a permis de diminuer la dépendance économique du pays à la mousson.

L'économie nationale est le principal moteur de croissance de l'Inde, contrairement à beaucoup de pays de l'Est asiatique dont la croissance repose principalement sur les exportations. L'Inde enregistre habituellement un déficit commercial et reçoit un investissement direct étranger (IDE) de moins de 2 % du PIB, alors qu'il est d'environ 4 % en Chine et à des niveaux similaires en Asie du Sud-Est. L'IDE figure pour environ 5 % de l'investissement total en Inde et n'est pas aussi fortement lié aux exportations comme c'est le cas dans beaucoup de pays d'Asie (comme la Chine, où les investissements étrangers représentent directement et indirectement plus de la moitié de toutes les exportations).

Néanmoins, l'Inde jouit d'une situation confortable sur le marché extérieur grâce à l'IDE et à d'autres investissements de capitaux qui neutralisent largement le déficit de son compte courant. C'est pourquoi les réserves de change croissantes de l'Inde dépassent maintenant la dette extérieure du secteur public. Comme elle bénéficie en plus d'un taux de change qui fluctue en fonction des événements extérieurs, l'Inde est isolée des risques externes que connaissent habituellement beaucoup de pays en développement.

Tableau 2

Contribution de la productivité totale des facteurs à la croissance de la productivité du travail en Asie de l'Est

	Taux de variation annuel moyen de la production par travailleur	Contribution du capital physique (en pourcentage)*	Contribution de la productivité totale des facteurs (en pourcentage)*
Inde (1993-04)	4,6	39	50
Chine (1993-04)	8,5	49	47
Asie de l'Est (à l'exception de la Chine)			
1960-80	4,0	55	30
1980-93	4,6	57	30
1993-03	2,5	72	12

* Le reste de la contribution à la croissance de la production par travailleur vient de la terre et de l'éducation qui ne paraissent pas ici.

Source : Tableau 1, Bosworth et Collins (2006).

Productivité

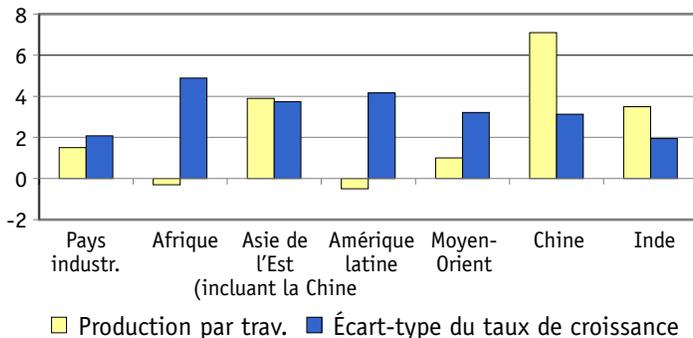
Les problèmes de données et de mesure qui surviennent lorsqu'on mesure la productivité d'un pays industrialisé sont encore plus importants en Inde en raison des lacunes du système statistique. Par exemple, des données fiables sur l'emploi pour l'ensemble de l'économie ne sont disponibles qu'à tous les cinq ans⁴. En tenant compte de cela, cette section présente les données clés sur la productivité de l'Inde.

Les données indiquent que l'accélération de la croissance économique semble provenir de plus en plus par des augmentations de la productivité totale des facteurs (PTF) que d'une hausse des intrants. Une augmentation constante de la PTF semble fortement alimenter la croissance de la production par travailleur. En effet, selon une étude mondiale sur les tendances de la produc-

4 Bosworth, Collins et Virmani (2006) basent leurs estimations de la productivité sur des données d'emploi provenant d'enquêtes nationales globales disponibles tous les cinq ans, en raison des lacunes dont souffrent les données d'enquêtes annuelles sur l'emploi en Inde. Les estimations du PIB indien incluent les secteurs formel et informel (ou non organisé) de l'économie. L'estimation du PIB dans l'important secteur non organisé de l'Inde est obtenue en combinant la méthode de l'apport de travail à des mesures de valeur ajoutée par travailleur provenant d'enquêtes-entreprises. Les données sur l'apport de travail du secteur non organisé (où se trouve la plus grande partie de la main-d'oeuvre) proviennent d'enquêtes quinquennales. Les estimations de la valeur ajoutée entre les années d'enquête sont basées sur l'interpolation, et les estimations après l'année d'enquête sont basées sur l'extrapolation des apports de travail, en utilisant des taux de croissance entre les deux années repères les plus récentes. Les auteurs affirment à la page 11 que les problèmes entourant les estimations de la production annuelle pour les années non repères nous laissent croire qu'on ne devrait pas prendre au sérieux les débats au sujet du moment précis de variation du taux de croissance du PIB en Inde lors des épisodes de réforme économique.

Graphique 2

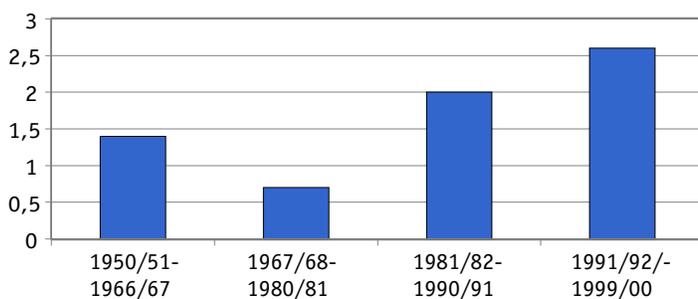
Croissance de la production par travailleur, 1980-2000 (taux annuel moyen de variation)



Source : Bosworth et Collins (2003).

Graphique 3

Croissance de la productivité totale des facteurs en Inde (taux annuel moyen de variation)



Source : Sivasubramanian (2000).

tivité, la PTF a figuré pour la plus grande partie de l'augmentation de la production par travailleur en Inde de 1980 à 2000, ce qui est plus élevé que dans toutes les autres régions du monde à l'exception de la Chine qui a connu une tendance similaire (Bosworth, Collins et Virmani, 2006). Le tableau 2 indique que l'amélioration de la PTF intervient pour une plus large part de l'augmentation de la production par travailleur en Inde dans les dernières années qu'elle ne l'avait fait dans les pays de l'Est asiatique pendant leurs années de croissance rapide du PIB.

Dans une perspective relative, l'Inde a connu une meilleure croissance de la production par travailleur que beaucoup d'autres parties du monde dans les dernières décennies. Le

graphique 2 indique que l'Inde a fait beaucoup mieux que l'Amérique latine et l'Afrique entre 1980 et 2000 et un peu moins bien que l'Asie de l'Est. Toutefois, la production par travailleur a progressé deux fois plus rapidement en Chine qu'en Inde pendant cette période.

Selon une étude réalisée par S. Sivasubramanian (2000), la croissance de la PTF semble avoir enregistré une accélération continue depuis les années 80. Cette étude révèle aussi que la PTF a contribué plus fortement à la croissance de la production dans les années 90 (près de 40 %) que dans les décennies précédentes.

Une étude plus récente de Barry Bosworth, Susan Collins et Arvind Virmani (2006) confirme cette tendance. Elle constate que la production par travailleur a connu une croissance annuelle de seulement 1,3 % entre 1960 et 1980, alors que le PIB présentait aussi une faible croissance de 3,4 %. D'après leurs calculs, la croissance de la PTF se situait à peine au-dessus de zéro, indiquant que la croissance de la production était presque entièrement à la remorque de la croissance des intrants. Par contre, la croissance de la production par travailleur a presque triplé (3,8 %) entre 1980 et 2004, tandis que la PTF a été dix fois plus importante (2 %). Un récent document de la FMI révèle aussi que la PTF a commencé à augmenter vers 1980 et qu'elle a suivi régulièrement cette croissance pendant les 20 années suivantes (Rodrik et Subramanian, 2004).

L'accélération de la croissance économique dans les années 80 était vraisemblablement due à une déréglementation modeste dans l'industrie. Toutefois, l'accélération de la croissance du PIB ne pouvait être soutenue, car elle dépendait beaucoup trop de la dette croissante du gouvernement⁵. L'Inde n'a pas entrepris de réformes profondes avant le début des années 90, c'est-à-dire à la suite d'une crise de la balance des paiements qui a presque amené le pays à se

défiler de ses obligations. Les données révèlent que la production par travailleur et la PTF se sont considérablement accrues dans les années 90.

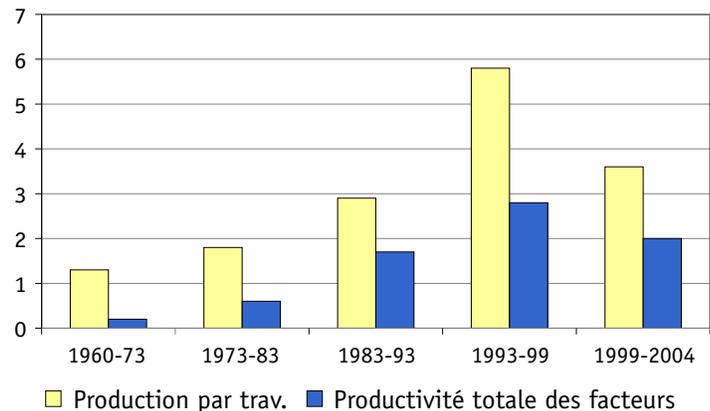
Les calculs de Bosworth, Collins et Virmani reposent sur des périodes qui coïncident avec la disponibilité de données d'enquête plus complètes. La croissance de la production par travailleur dans l'ensemble de l'économie s'est établie en moyenne à 5,8 % de 1993 à 1999, par comparaison à 2,9 % pendant les 10 années précédentes (graphique 4). Plus de la moitié de la croissance de la production par travailleur entre 1983 et 1999 provenait de la PTF. Par contre, on estime que la PTF a figuré pour seulement 15 % de la croissance de la production par travailleur en Inde de 1960 à 1973, s'élevant à 33 % de 1973 à 1983.

Le secteur des services a connu l'amélioration la plus marquée, la production par travailleur ayant présenté une croissance spectaculaire de 7 % par an de 1993 à 1999, par comparaison à seulement 2,7 % à la décennie précédente (graphique 5). Une grande partie de la croissance dans le secteur des services provenait de la technologie de l'information et des secteurs connexes en pleine expansion comme les centre d'appel et les bureaux administratifs, lesquels emploient ensemble environ 1,6 million de personnes et figurent pour environ 3 % du PIB (Crisil Research, 2007). Toutefois, d'autres industries de services, comme l'assurance, les services bancaires et les télécommunications, ont aussi enregistré une croissance rapide ces dernières années grâce à une nouvelle technologie et une plus grande concurrence.

Le secteur industriel (qui inclut le secteur manufacturier, les mines, l'électricité et les services) a présenté une croissance de la production

Graphique 4
Croissance de la productivité des travail et totale des facteurs en Inde

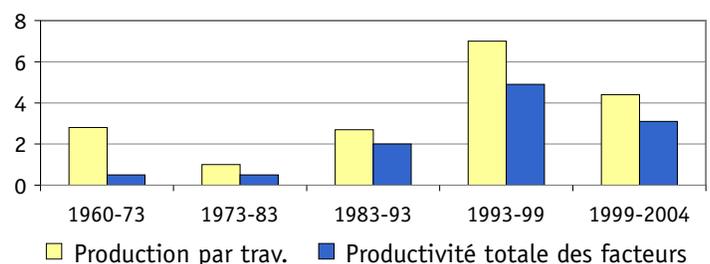
(taux annuel moyen de variation)



Source : Bosworth, Collins, et Virmani (2006).

Graphique 5
Croissance de la productivité des travail et totale des facteurs dans le secteur des services en Inde

(taux annuel moyen de variation)



Source : Bosworth, Collins, et Virmani (2006).

par travailleur plus modeste, qui est passée de 3,1 % à 4,5 % (graphique 6). Le secteur retardataire est l'agriculture, avec une croissance de la production par travailleur de 2,4 % seulement de 1993 à 1999 comparativement à 1,5 % pendant la décennie précédente (graphique 7)⁶.

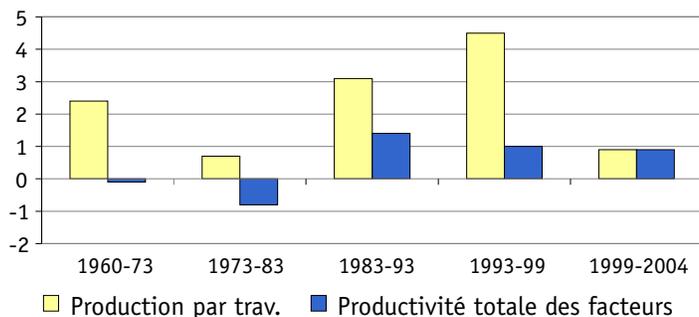
Les chiffres de productivité entre 1999 et 2004 reflètent la grave sécheresse qui a ralenti la croissance pendant l'exercice 2003-2004 (se terminant

5 Pour un débat animé sur la question de savoir si la croissance du PIB indien a commencé son accélération dans les années 80 avant les réformes structurelles, ou dans les années 90 après la libéralisation du gouvernement, voir Rodrik et Subramanian (2004) et une réponse par T. N. Srinivasan (2004).

6 Des analystes ont mis en doute l'augmentation substantielle de la productivité du travail et de la PTF dans le secteur des services depuis le début des années 90. Il est possible qu'on ait surestimé la production dans le secteur des services. Voir Bosworth, Collins et Virmani (2006:21).

Graphique 6

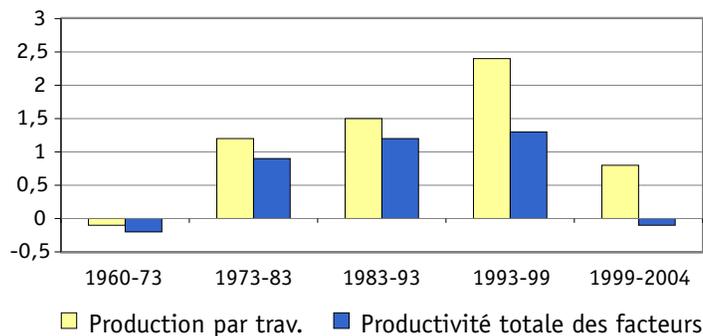
Croissance de la productivité des travail et totale des facteurs de l'industrie en Inde (taux annuel moyen de variation)



Source : Bosworth, Collins, et Virmani (2006).

Graphique 7

Croissance de la productivité des travail et totale des facteurs de l'agriculture en Inde (taux annuel moyen de variation)



Source : Bosworth, Collins, et Virmani (2006).

en mars 2004) et qui a eu une incidence sur la production industrielle et l'agriculture. La croissance du PIB a vivement accéléré par la suite, atteignant une moyenne de plus de 8 % annuellement. C'est pourquoi les chiffres relatifs aux tendances de la productivité après 2004 seront sans doute beaucoup plus élevés que les niveaux présentés pour les années 1999 à 2004 au graphique 4.

L'accélération récente de la croissance économique repose aussi sur une plus grande utilisation du capital, les taux d'épargne et d'investissement nationaux de l'Inde ayant augmenté dans les dernières années. Tous les paliers de gouvernement ont réduit leur déficit budgétaire et ainsi fait progresser le niveau d'épargne du secteur public. La réforme économique a aussi amélioré la rentabilité de l'investissement privé, favorisant de ce fait une augmentation de l'épargne du secteur des entreprises.

Le taux d'épargne national de l'Inde s'est fixé en moyenne à 24 % du PIB pendant la décennie 90 (tableau 3), avant d'atteindre 32 % en 2005-2006. Cette augmentation reflète un revirement majeur de l'épargne du secteur public (hausse nette de 3,5 % du PIB pendant cette période). Ces chiffres indiquent que l'épargne et l'investissement en Inde sont en grande partie stimulés par le secteur privé, beaucoup plus que dans de nombreux pays en développement (spécialement en Asie de l'Est). De plus, la grande partie de l'épargne du secteur privé provient du secteur des ménages (et non du secteur des entreprises), contrairement à ce qui se passe dans les pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est⁷.

Le taux d'investissement a aussi connu une hausse, atteignant 33,8 % du PIB en 2005-2006 après avoir enregistré une moyenne de 24,4 % de 1999 à 2002. La croissance du PIB a donné lieu à des taux élevés d'utilisation de la capacité dans l'industrie, qui se fixent à plus de 90 % depuis 2005, encourageant les entreprises à investir pour accroître la capacité. L'IDE dépassera peut-être 10 milliards de dollars en 2006-2007, favorisant encore plus les niveaux d'investissement. L'écart entre le taux d'invest-

7 Voir Mishra (2004) sur la composition de l'épargne intérieure de l'Inde. L'épargne du secteur des entreprises à l'intérieur du secteur privé dépasse typiquement de beaucoup l'épargnes du secteur des ménages en Corée, au Japon, en Thaïlande, aux Philippines et aux États-Unis. Le secteur des ménages en Inde inclut les entreprises non constituées, ce qui peut déformer la comparaison avec d'autres pays en raison de définitions de données différentes. Néanmoins, il semble que le niveau de l'épargne du secteur des ménages soit très élevé même s'il est corrigé de l'épargne des entreprises qui ne sont pas formellement constituées.

tissement et le taux d'épargne nationale, ou déficit du « compte courant », a été modeste en Inde. Le compte courant a présenté un surplus de 2001 à 2003, avant de connaître un déficit d'environ 1 % du PIB.

Avant la très récente hausse des niveaux d'investissement, la croissance du PIB en Inde avait été moins dépendante de l'accumulation de capital que dans d'autres pays d'Asie à croissance rapide. La croissance avait été stimulée par le secteur des services qui dépend fortement des intrants de travail et moins du capital que ce n'est le cas dans l'industrie. La Banque mondiale indique que les sous-secteurs de l'économie indienne qui croissent le plus rapidement ont eu un niveau moindre d'intensité capitalistique (Mishra, 2004). Toutefois, la croissance industrielle s'est accélérée pour atteindre plus de 9,5 % depuis 2004-2005, alors qu'elle était d'environ 7 % ou moins dans les années précédentes. Les dépenses au titre de projets à forte intensité de capital, allant des aciéries aux autoroutes, ont aussi augmenté, indiquant que l'accumulation de capital jouera probablement un plus grand rôle dans la croissance de la production future.

Facteurs stimulant l'économie

Depuis le début des années 90, le gouvernement a donné un plus grand rôle aux forces du marché, accordé plus de liberté au secteur privé et éliminé des obstacles à la concurrence nationale et étrangère.

Une déréglementation de l'industrie, des taux de change plus souples, des marchés de prêts et d'actions plus forts et des barrières commerciales moins élevées ont permis à l'économie de rebondir et de renforcer considérablement sa position externe. Le « compte courant » de la balance des paiements de l'Inde est ouvert et convertible et le « compte de capital » est de plus en plus ouvert, spécialement à l'IDE et à

Tableau 3
Épargne et investissement nationaux bruts de l'Inde
(en % du PIB)

	Moyenne de 1999-2000 à 2001-2002	2002-03	2003-04	2005-06*
Épargne des ménages	21,5	22,7	23,8	22,3
Secteur des entreprises privées	4,1	4,2	4,7	8,1
Secteur public	-1,5	-0,6	1,2	2
dont l'administration gouvernementale	-5,5	-5,2	-3,7	-
dont les entreprises	4	4,6	4,9	-
Épargne totale	24	26,4	29,7	32,4
Investissement national brut	24,4	25,2	28	33,8

* Les données de 2005-2006 sont des chiffres préliminaires provenant du ministère des Finances.

Source. Rapport annuel de la RBI. Enquête économique 2006-2007 du gouvernement de l'Inde.

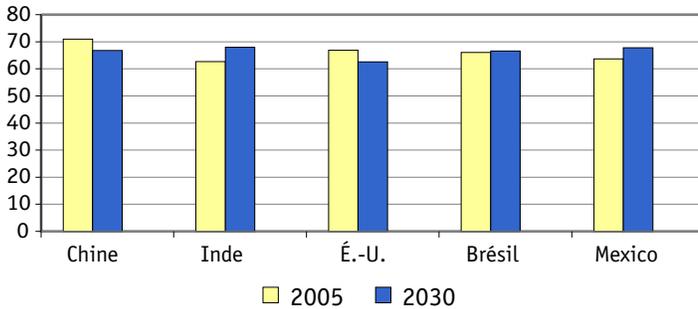
l'investissement de portefeuille étranger. Le gouvernement a aussi assoupli ses règles d'entrée et de sortie de capitaux du pays par les entreprises indiennes, mais il maintient des restrictions pour les banques et les particuliers.

L'accélération récente de la croissance du PIB au-delà de 8 % soulève beaucoup de questions quant à ses causes et si elle représente une tendance à long terme. La plupart des analystes s'entendent pour dire que le rythme de la réforme structurelle (comme la privatisation, la libéralisation du secteur financier, les modifications de la législation du travail) a ralenti depuis l'élection en mai 2004 d'un gouvernement de coalition mené par le Parti du congrès et appuyé par les partis politiques de gauche fortement opposés à une plus grande libéralisation.

Le taux de croissance actuel semble refléter l'incidence des réformes précédentes qui ont obligé beaucoup d'entreprises à opérer des redressements douloureux et à devenir plus concurrentielles. Il est aussi le reflet de certaines réformes micro-économiques amorcées par le gouvernement précédent (comme la réforme fiscale) et poursuivies par le gouvernement actuel.

Graphique 8

Pourcentage de la population de 15 à 64 ans



Source : PNUD (2004).

Toutefois, l'impulsion des réformes s'est déplacée vers les États de l'Inde qui se font la lutte pour attirer les investissements. Certains États font preuve de plus de dynamisme que le gouvernement national en ce qui a trait aux politiques pro-croissance et à la promotion de l'investissement privé. De telles tendances, ainsi que les modestes initiatives de réforme que le gouvernement actuel peut mettre en place (comme un assouplissement des restrictions de l'IDE et une canalisation de l'investissement privé dans les aéroports) malgré l'opposition de ses partenaires de la coalition, ont renforcé la confiance du secteur privé dans la durabilité des politiques économiques pro-croissance.

L'Inde semble prête à continuer sa forte croissance économique grâce à une croissance plus rapide des intrants de capital et de main-d'œuvre et grâce à une croissance de la PTF. La politique gouvernementale est susceptible de créer de meilleurs incitatifs, de supprimer les barrières à l'investissement et d'élever le niveau de concurrence dans les différents marchés. Les tendances démographiques devraient contribuer à la croissance. Plus de la moitié de la population de l'Inde à moins de 25 ans, ce qui annonce un rapport de dépendance à la baisse à mesure qu'augmentera la population active dans les prochaines années. Le taux d'activité plus élevé

pourrait favoriser le taux d'épargne du pays, ce qu'on appelle le « dividende démographique ». Le graphique 8 indique que la population de l'Inde appartenant au créneau d'âges d'activité maximale (15-64) sera plus élevée que dans d'autres grands pays.

Libéralisation économique

Le gouvernement diminuera vraisemblablement son rôle direct dans l'économie grâce à une privatisation et à une déréglementation progressives. Même si le gouvernement central a en grande partie mis de côté le programme de privatisation amorcé par son prédécesseur, la privatisation se continue dans les États (y compris les États gouvernés par les mêmes partis de gauche qui s'y opposent au niveau national). De plus, les entreprises publiques (EP) du gouvernement central connaissent une plus grande concurrence grâce à la libéralisation économique, ce qui les force à améliorer leurs activités. D'importantes EP, comme dans les télécommunications, le transport aérien, le pétrole et le gaz, l'acier, l'assurance et dans les services bancaires du secteur public, ont perdu des parts de marché au profit du secteur privé dans les dernières années, les obligeant à moderniser leurs opérations, à améliorer la technologie et même à réduire leur trop nombreuse main-d'œuvre (principalement par des mises à la retraite volontaires et l'attrition).

Le gouvernement continue petit à petit d'abolir les restrictions à l'investissement du secteur privé, récemment en ouvrant le secteur de la défense aux entreprises privées. Il a aussi ouvert partiellement le délicat secteur du charbon (un gros employeur dans cette partie plus pauvre de l'Est indien) à la concurrence des entreprises du secteur public et du secteur privé. Le gouvernement « réserve » encore la production d'environ 200 produits de consommation aux petites entreprises (qui n'ont habituellement pas l'ampleur et la technologie pour opérer efficace-

ment), mais il émonde discrètement la liste de telles entreprises chaque année.

Investissement dans l'infrastructure

La croissance de l'investissement dans l'infrastructure augure également bien pour la croissance de la productivité. Certains secteurs de l'infrastructure sont en voie d'être privatisés, comme les télécommunications et certains ports et aéroports (dont Delhi, Mumbai, Bangalore et Hyderabad). Un secteur des télécommunications extrêmement concurrentiel permet aux consommateurs indiens de jouir des taux d'interurbains parmi les plus bas au monde. Le nombre de connexions téléphoniques atteindra probablement les 250 millions en 2007, alors qu'elles étaient à peine de 20 millions au début de la décennie actuelle. Les chemins de fer indiens d'exploitation publique ont récemment ouvert les services de conteneurs au secteur privé, forçant ainsi des investissements et une modernisation grandement nécessaires. Un programme de construction massive de routes favorise la connectivité et diminue les coûts des transactions. La création d'autoroutes modernes reliant les grandes villes et les ports principaux a déjà réduit les coûts du transport et permis aux entreprises d'étendre leurs activités. De telles démarches devraient continuer à favoriser la productivité dans les prochaines années.

Intégration externe

L'incidence positive de la libéralisation externe devrait croître à mesure que tombent les barrières commerciales. Avant les années 90, l'Inde avait les barrières tarifaires les plus élevées sur les importations provenant de tout

pays non communiste, et elle les compléterait par des quotas à l'importation et d'autres politiques qui ne favorisaient pas le commerce. Depuis, elle a aboli la plupart des barrières non tarifaires et a considérablement sabré dans les taux tarifaires, les plus élevés étant passés de 155 % à 10 %. Pour ces raisons, les exportations et importations de biens et services ont atteint le tiers du PIB, presque le double de leur niveau de 1990. Depuis 2000, les exportations de biens et services ont connu une croissance annuelle d'environ 25 % alors qu'elles étaient de 6 % de 1995 à 2000.

Les exportations indiennes se sont diversifiées et comportent de plus en plus des biens qui figurent pour une part croissante du commerce international, ce qui augure bien pour une croissance continue des exportations. Par exemple, les exportations de pièces d'automobile ont atteint environ 2 milliards de dollars US en 2006, une croissance annuelle d'environ 40 %. Les exportations de véhicules à passagers sont passées de 46 000 en 2001 à plus de 170 000 en 2005 et cette croissance devrait se poursuivre (*Economic Times*, 2007). Le commerce intra-industriel, qui est une bonne mesure d'insertion dans les chaînes de production mondiale, est passé de 12 % du commerce total de l'Inde en 1992 à 18 % en 2001 (Purfield et Schiff, 2006 : chapitre 3). La part de l'Inde dans les exportations mondiales de biens est maintenant d'environ 1 %, alors qu'elle était de 0,6 % à la fin des années 90⁸.

Le secteur des services figure pour une part croissante du commerce mondial. La part des exportations mondiales de services de l'Inde a atteint 1,4 % en 2004, alors qu'elle était de 0,6 % en 1995. Les exportations de services

8 Le commerce intra-industriel en Asie de l'Est a atteint 75 % du commerce total entre 1996 et 2000 alors qu'il était à 42,5 % de 1986 à 1990, ce qui dénote une plus grande spécialisation de la production dans cette région. Les exportations de biens de l'Inde ont représenté environ 2 % du commerce mondial dans les années 50 avant d'atteindre 0,5 % dans les années 80, au moment où l'Inde appliquait une stratégie de croissance interne tandis que beaucoup d'autres pays d'Asie ciblaient une croissance axée sur le commerce et l'exportation. Il serait intéressant d'imaginer à quoi ressemblerait l'Inde aujourd'hui si elle avait, depuis les années 50, appliqué des politiques qui maintenaient sa part de commerce mondial à 2 %.

provenant de la technologie de l'information et des services de traitement d'affaires connexes (comme les services administratifs et les centres d'appel) ont connu une croissance annuelle d'environ 35 % dans les dernières années et contribueront probablement pour plus de 1 point de la croissance du PIB dans les prochaines années. L'avantage concurrentiel de l'Inde dans le secteur des services que lui procure un imposant bassin de techniciens de langue anglaise (comparativement à beaucoup d'autres pays en développement) augure bien pour la croissance des exportations à venir.

Marchés des facteurs plus concurrentiels

Tandis que la déréglementation des marchés des biens et services devrait soutenir les perspectives de croissance, l'Inde tirera aussi profit de la création lente de marchés concurrentiels pour la terre, la main-d'oeuvre et le capital, qui sont les facteurs de base de la production. Le pays a davantage progressé dans la création de marchés concurrentiels pour le capital que pour la terre et la main-d'oeuvre (celle-ci sera traitée dans la prochaine section). Les forces du marché répartissent en grande partie le capital et en établissent les prix, grâce à la déréglementation du secteur financier et au développement d'un marché boursier évolué.

Le secteur financier indien s'est développé rapidement dans les dernières années, sous l'impulsion d'une concurrence accrue et soutenu par une stabilité financière continue. Les prêts bancaires figurent pour presque 50 % du PIB en 2007, ils étaient à peine de 30 % en 2000. Les banques gouvernementales représentent environ 75 % des actifs du système bancaire indien. Leurs opérations se sont améliorées dans les dernières années en raison de la concurrence croissante des banques privées et de la pression commerciale croissante de leurs actionnaires minoritaires. Le gouvernement a graduellement

diminué sa participation dans la plupart des banques du secteur public à environ 51 %, conservant le contrôle de la gestion mais permettant aux forces du marché d'exercer une plus grande influence sur la gestion.

Les entreprises indiennes profitent de plus en plus de marchés boursiers plus matures. La Bourse de l'Inde et la Bourse de Bombay se classent respectivement troisième et cinquième mondialement pour le nombre de transactions et s'acheminent de plus en plus vers un calibre mondial grâce à l'informatisation, à la modernisation de l'infrastructure des marchés, à une amélioration de l'infrastructure réglementaire et juridique et à la disponibilité d'un abondant personnel qualifié. Des économies d'échelle (en raison du grand nombre d'entreprises et de spéculateurs) et une meilleure infrastructure permettent aux entreprises, spécialement les entreprises de taille moyenne selon les normes mondiales, d'accéder à des marchés d'actions de liquidité en Inde plus facilement que dans la plupart des pays en développement. Par exemple, beaucoup d'entreprises indiennes de taille moyenne ont pu facilement recueillir aussi peu que de 15 millions à 20 millions de dollars grâce à un premier appel public à l'épargne, ce qui les avantage par rapport à leurs concurrents dans beaucoup de marchés émergents.

Le développement d'un marché de capital a dépassé le développement d'un marché des terres. De médiocres registres fonciers, des lois de zonage inflexibles et une intervention gouvernementale continuelle ont nui au développement de marchés fonciers vraiment concurrentiels. Les titres de propriété des terres sont vagues ou contestés dans presque tout le pays. Toutefois, beaucoup d'États ont progressé en informatisant les titres fonciers, réduisant ainsi l'incertitude et le coût des transactions. Au fil du temps, cela devrait favoriser les ventes de terrains et leur mise en garantie aux fins d'emprunts.

L'acquisition de terres agricoles pour la construction de zones industrielles et le déplacement des agriculteurs qui en découle créent d'immenses controverses. Divers gouvernements d'État expérimentent actuellement différentes politiques pour acquérir de telles terres et pour compenser les propriétaires. Au fil du temps, plus d'États devraient rejeter la politique prédominante actuelle qui force les agriculteurs à vendre leurs terres directement au gouvernement qui les revend ensuite à des promoteurs privés, procédure non transparente qui ouvre la porte à la corruption. Plusieurs États expérimentent actuellement des lois de zonage et de tenance assouplie et s'orientent vers un véritable marché foncier où le rôle d'intermédiaire du gouvernement est moins prononcé.

L'incidence positive des marchés assouplis se fait déjà sentir par des investissements accrus destinés à relier directement les agriculteurs avec les consommateurs, une situation qui devrait soutenir la productivité et la croissance économique dans les prochaines années. La déréglementation, la construction de routes rurales et la croissance de marchés de produits avancés transforment déjà l'agriculture indienne. On voit de plus en plus les entreprises privées fournir des intrants et acheter des produits directement de l'agriculteur, supprimant l'intermédiaire. Les institutions financières deviennent de plus en plus actives dans le financement de l'agriculture, en offrant de nouvelles ententes comme l'agriculture sous contrat et les marchés à terme qui séparent et répartissent de plus en plus les risques de la production agricole. La réorganisation récente de la production agricole avec une meilleure technologie, une plus grande spécialisation, un meilleur contrôle de la qualité et une normalisation favorisera la croissance de l'industrie agricole et de meilleures chaînes d'approvisionnement. L'ajout de meilleurs marchés au comptant et à terme pour les produits agricoles favorisera la

diffusion de technologies et accélérera la production et la productivité du travail à la ferme.

Un secteur privé plus mature

Durant la première décennie de la réforme dans les années 90, les entreprises indiennes ont amélioré leurs pratiques de gestion, acquis de nouvelles technologies, réorganisé les processus de production et resserré leur chaîne d'approvisionnement. Les investissements antérieurs de l'Inde dans les institutions publiques d'une économie moderne, notamment un système juridique, des droits de propriété et une éducation technique et de gestion, ont facilité cette adaptation rapide. L'impressionnant niveau d'apprentissage sur le tas a donné lieu à une forte élimination créatrice lorsque beaucoup de vieilles entreprises ont régressé ou ont fermé leurs portes et cédé la place à de nouvelles entreprises dans un environnement plus concurrentiel.

Depuis 2000, plus d'entreprises indiennes se sont positionnées sur la scène mondiale, investissant ou faisant des affaires à l'étranger. Des entreprises dans des secteurs comme celui de l'acier, des pièces automobiles, des produits pharmaceutiques, des machines-outils, de l'emballage, de la technologie de l'information, des mines, des pâtes et papiers et du raffinage du pétrole ont annoncé d'importants investissements à l'étranger (incluant des fusions et des acquisitions). Les soumissions des entreprises indiennes ont dépassé les 20 milliards de dollars US en 2006. Pour cette raison, un segment croissant d'entreprises de l'Inde sont maintenant entièrement exposés à la concurrence, aux tendances et aux idées mondiales, ce qui augure bien pour leur propre productivité et ses retombées dans le reste de l'économie.

La croissance d'autres entreprises indiennes plus évoluées créera un secteur privé d'orientation mondiale qui pourra devancer ses concurrents dans beaucoup d'autres pays d'Asie qui sont dans l'ensemble plus prospères. Les nouveaux arrivés

dans l'économie mondiale créent souvent de nouveaux modèles d'affaires qui minent la concurrence d'entreprises plus anciennes, comme les fabricants japonais d'automobiles l'ont fait à leurs concurrents américains. Les entreprises indiennes peuvent créer leurs propres modèles d'affaires dans des secteurs clés, spécialement dans les services. Par exemple, de nouvelles chaînes d'hôpitaux privés en Inde expérimentent actuellement des combinaisons de technologies, de systèmes d'information et d'organisation d'entreprises qui pourraient s'avérer plus efficaces que celles de leurs concurrents étrangers qui sont freinés par leur passé. Les entreprises de l'Inde auront probablement une présence internationale très disproportionnée compte tenu du faible revenu par habitant dans le pays, en partie grâce à leur taille absolue importante et à leur connaissance de l'anglais.

Ces tendances laissent croire que le PIB de l'Inde pourrait connaître une croissance continue d'environ 7 % à 9 % par année dans la prochaine décennie. Pour croître à un rythme plus rapide, l'Inde devra supprimer les contraintes décrites ci-dessous.

Freins de l'économie

L'amélioration récente de la santé du secteur privé en Inde contraste avec les problèmes profondément enracinés du secteur public, qui se sont traduits par un investissement public inadéquat dans l'infrastructure, l'éducation et les soins de santé. De plus, les institutions publiques, dont la bureaucratie, se sont affaiblies et politisées dans les dernières décennies, ce qui les empêche d'agir avec rapidité, impartialité et efficacité. Par conséquent, le chemin de croissance de l'Inde continuera de s'écarter de celui de beaucoup de pays de l'Asie de l'Est (comme la Chine et la Corée) où le secteur public a réussi à mobiliser de vastes ressources pour construire son infrastructure et à fournir des services

comme l'éducation et les soins de santé pour améliorer le niveau du capital humain.

Déficits budgétaires

La médiocre performance budgétaire de l'Inde freine ses perspectives de croissance. Le déficit général du gouvernement du pays (qui inclut le gouvernement central et les États) s'établit en moyenne à 8 % du PIB depuis 1980 (Acharya *et al.*, 2003). Le déficit a atteint un sommet de presque 10 % du PIB en 2002-2003 avant de redescendre à environ 7 % dans les dernières années, grâce à une forte hausse des recettes. L'informatisation, une réforme fiscale vigoureuse pour réduire les taux, l'élargissement de l'assiette fiscale et l'introduction d'une taxe à valeur ajoutée limitée au niveau des États ont fait augmenter les recettes fiscales⁹.

L'importance de la correction budgétaire est mise en lumière par une étude de la Banque mondiale qui indique qu'une augmentation de 1 point du PIB de l'épargne du secteur public donne lieu à une hausse de l'épargne totale de 0,67 point du PIB (Mishra, 2004). La même étude indique qu'une augmentation de un point de la part de la population d'âge actif par rapport à la population totale produit une augmentation de 0,88 point du taux de l'épargne.

Ce piètre rendement budgétaire antérieur n'a pas produit de crise, mais il hypothèque l'économie. Les déficits budgétaires grugent une grande partie de l'épargne financière du pays ce qui diminue les investissements disponibles par le secteur privé. Environ 30 % des revenus du gouvernement sont consacrés au remboursement des intérêts de sa dette et le reste sert en grande partie à payer les salaires d'une fonction publique trop nombreuse. Le gouvernement injecte donc très peu d'argent dans les services publics et les infrastructures comme les routes et la production d'électricité. De plus, la réparti-

9 Il semble que les recettes fiscales consolidées du gouvernement central et des États dépasseront 17 % du PIB en 2006-2007, contre moins de 14 % en 2001-2002.

tion des dépenses publiques (c.-à-d. la majeure partie allant aux salaires et subventions plutôt qu'à l'investissement) signifie que l'Inde continuera de disposer, pour soutenir la croissance du PIB, de piliers sociaux plus faibles que ceux des pays de l'Asie de l'Est au moment de leurs années de croissance spectaculaire.

La clé pour soutenir le progrès fiscal récent et, par conséquent, la croissance économique repose dans une taxe nationale sur les produits et services que le gouvernement espère mettre en place en 2010. La hausse des recettes fiscales pour le gouvernement central et les États provenant d'une telle initiative pourrait réduire le déficit budgétaire et, combinée à une restriction des dépenses actuelles, favoriser des investissements publics plus abondants. De plus, le nouveau système fiscal stimulerait l'efficacité économique. Le système actuel de taxes d'accise, de taxes de vente et d'autres droits divise l'Inde en beaucoup de marchés d'État. Une taxe nationale sur les produits et services créerait un véritable marché national et accroîtrait la production et la productivité en permettant aux entreprises d'optimiser l'emplacement des installations de production, de logistique et d'entreposage.

Une infrastructure et une conjoncture économique médiocres

L'infrastructure physique médiocre freine aussi la croissance de l'Inde. Selon des estimations du FMI, les entreprises indiennes perdent environ 9 % de la valeur de leurs ventes en raison des pannes d'électricité, par comparaison à environ 2 % en Chine, moins de 3 % en moyenne en Asie de l'Est et moins de 6 % au Pakistan (FMI, 2006). Le coût de l'électricité pour les industries est beaucoup plus élevé que la moyenne des coûts en Asie du Sud-Est ou en Amérique latine. Les régies publiques de l'électricité de l'Inde qui fonctionnent à perte, récupèrent environ 70 % des coûts

de production/distribution de l'électricité. Il leur est donc difficile d'investir dans des installations fiables et encore moins d'augmenter la capacité de production pour répondre aux pénuries (la pénurie maximale d'électricité est supérieure à 12 %). Plus de 60 % des entreprises manufacturières indiennes disposent donc de leurs propres génératrices, mais cela augmente d'autant leurs coûts d'exploitation. Les centrales électriques intégrées figurent pour environ 25 % de la capacité totale de l'Inde et probablement davantage dans les prochaines décennies.

La croissance économique est aussi freinée par une réglementation et une bureaucratie inadéquates. Par exemple, des études de la Banque mondiale révèlent que le démarrage d'une entreprise exige 89 jours en Inde contre 41 en Chine. L'Inde se classe 76^e de 117 pays en ce qui concerne le fardeau de la réglementation imposé au secteur privé (la Chine fait mieux, au 30^e rang) (Purfield et Schiff, 2006).

Législations du travail rigides

Les problèmes d'infrastructure et de réglementation, combinés à une réglementation du travail rigide, ont freiné la croissance de nouveaux emplois. À cause de cette réglementation rigide du travail, les entreprises hésitent à engager des travailleurs en temps de prospérité de peur de ne pouvoir les mettre à pied dans les périodes difficiles. Les indices de la Banque mondiale sur la rigidité de l'embauche, et spécialement de la mise à pied d'un travailleur, révèlent que les entreprises indiennes souffrent plus que les entreprises en Chine, en Russie et en Malaisie.

Selon les calculs du FMI, une augmentation de un point de la production dans le secteur organisé de l'économie fait monter de un demi-point le nombre d'emplois (Purfield et Schiff, 2006 :17)¹⁰. Seulement 10 % environ de la main-d'oeuvre se

10 On définit le secteur organisé en Inde comme étant constitué des entreprises de 100 salariés ou plus sans électricité, ou des entreprises de 50 salariés ou plus avec électricité.

retrouvent dans le secteur organisé mais il s'agit de la main-d'œuvre la mieux payée et la plus productive. Le peu de souplesse dans la création d'emploi par rapport à la croissance de la production reflète les incitatifs offerts aux employeurs de remplacer la main-d'œuvre par des machines et du matériel, une situation perverse dans un pays jouissant d'une main-d'œuvre abondante. C'est pourquoi, la production par travailleur peut augmenter plus rapidement qu'elle ne le ferait si les marchés du travail étaient plus souples et favorisaient l'embauche de travailleurs moins spécialisés dans le secteur organisé.

La législation du travail de l'Inde relève de la compétence du gouvernement central et des États. Le gouvernement central est incapable d'assouplir la loi en raison de l'opposition à l'intérieur du Parti du congrès et de ses partisans de la gauche à l'extérieur du gouvernement. Par contre, beaucoup de gouvernements d'État ont demandé une législation du travail plus souple, mais ils ne peuvent agir seuls. Toutefois, dans la pratique, nombre de gouvernements d'État (dont la tâche est d'appliquer la plupart de ces lois) ont cessé d'appliquer les lois avec autant de vigilance, créant ainsi une souplesse au sein de la main-d'œuvre (spécialement dans les États de l'Andhra Pradesh et du Gujarat).

La plupart des entreprises recherchent une souplesse en comptant sur une main-d'œuvre informelle dans le secteur non organisé. Beaucoup d'entreprises contournent la loi en offrant aux travailleurs excédentaires des plans de retraite volontaire et en recourant à des sous-traitants plus souples. Les lois actuelles imposent des coûts à beaucoup d'entreprises et empêchent les travailleurs du vaste secteur non organisé d'entrer dans le secteur organisé du marché du travail plus lucratif et sécuritaire.

La libéralisation de la législation du travail augmenterait l'emploi et la croissance en éliminant un obstacle important à l'expansion des entre-

prises manufacturières peu spécialisées. Le progrès dans cette direction sera lent dans les prochaines années, mais il pourrait s'accélérer si le parti de l'opposition Bharatiya Janata reprend le pouvoir aux prochaines élections (puisque'il s'est engagé à libéraliser la législation du travail).

Faible niveau du capital humain

Aux rigidités micro-économiques qui freinent la croissance de la productivité s'ajoute le faible niveau général du capital humain de l'Inde. Seulement 76 % des jeunes âgés de 15 à 24 ans ont la capacité de lire et d'écrire de simples énoncés (Banque mondiale, 2006). En 2000, le nombre moyen d'années de scolarité était de 4,5 en Inde, moins élevé qu'en Chine (6,4), en Thaïlande (6,5), en Malaisie (6,8) et en Indonésie (5,0). De fait, la Chine et la Malaisie ont obtenu une note plus élevée en 1980 que l'Inde en 2000, et la Thaïlande était presque au même niveau. En 2004, seulement 14 % des travailleurs indiens âgés de 15 à 64 ans avaient terminé des études secondaires et seulement 6 % avaient un diplôme universitaire (Bosworth, Collins et Virmani, 2006 : tableaux 7 et 8). Ces chiffres peu élevés indiquent que le dividende démographique de l'Inde est une épée à deux tranchants. Il risque de créer d'immenses problèmes si l'Inde ne parvient pas à créer suffisamment d'emplois pour sa main-d'œuvre croissante et à améliorer ses compétences.

Faiblesse de l'industrie

Les insuffisances dont nous avons parlé ci-dessus ont freiné la croissance de l'industrie indienne qui a beaucoup de difficulté à utiliser pleinement et le plus efficacement possible des ressources comme la terre et la main-d'œuvre. Par comparaison, le secteur des services peut beaucoup plus facilement contourner ces obstacles, surtout la législation du travail. Cela explique en partie pourquoi le secteur manufacturier et le vaste secteur industriel dans son ensemble

figurent pour une plus petite part du PIB de l'Inde et de sa main-d'œuvre que dans d'autres pays en développement. Les entreprises manufacturières représentent seulement 17 % du PIB de l'Inde, comparativement à plus de 30 % en Chine et à 25 %-35 % dans l'Asie de l'Est et du Sud-Est. L'ensemble du secteur industriel intervient pour seulement 27 % du PIB et les services, pour 51 %, donnant prématurément à l'Inde le profil d'un pays riche après ses années d'industrialisation (tableau 4).

L'industrialisation comparativement lente de l'Inde a une incidence directe sur la pauvreté en freinant l'exode des travailleurs à l'extérieur du secteur de l'agriculture peu rémunéré. La part de la main-d'œuvre totale en agriculture en 1978 était de 71 % pour la Chine et l'Inde. Toutefois, elle a connu une baisse ces dernières années pour se situer à seulement 47 % en Chine et à 57 % en Inde (Bosworth et Collins, 2006 : tableau 3). Dans les années 90, la croissance de l'emploi dans le secteur manufacturier en Inde s'élevait en moyenne à environ 2,5 % par année alors qu'elle était d'environ 4 % à 6,5 % dans les pays de l'Asie du Sud-Est pendant leurs années d'industrialisation rapide (Mohan, 2002).

Le mouvement de la main-d'œuvre agricole vers d'autres secteurs (qui présentent des niveaux de productivité plus élevés) a probablement figuré pour un point de la croissance de la production par travailleur en Inde depuis 1993 (Bosworth, Collins et Virmani, 2006). Depuis 2004-2005, la croissance industrielle de l'Inde s'est accélérée pour atteindre plus de 9,5 % annuellement, bien au-delà du rythme de croissance de la décennie précédente. Une croissance plus élevée a probablement accéléré le mouvement de la main-d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie, favorisant ainsi la productivité globale de l'économie dans les quatre dernières années.

Historiquement, l'Inde a toujours investi plus dans l'éducation supérieure que dans l'éducation primaire, par comparaison avec la plupart des

Tableau 4
L'Industrie en % du PIB

	1980	2004
Inde	28	27
Chine	42	46
Thaïlande	37	44
Malaisie	42	50
Amérique latine et Caraïbes	36	34
Asie de l'Est et Pacifique	40	45

Source : *World Development Indicators 2006*.

Note : L'industrie inclut les secteurs minier et manufacturier, la construction et les services publics.

pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Cet héritage, combiné à d'autres politiques qui ont nui à la production manufacturière fortement ouvrière, a créé un type inhabituel de production par comparaison à d'autres pays en développement. Les entreprises indiennes s'affairent maintenant dans le secteur manufacturier hautement spécialisé, concurrençant des entreprises de pays beaucoup plus riches comme la Malaisie et la Corée.

Selon une étude du FMI, la production dans les États à croissance plus rapide de l'Inde est semblable à celle de pays industrialisés beaucoup plus riches (Kochhar, Kumar et Rajan, 2006). La part du secteur manufacturier dans la production totale dans ces États a été soit constante, soit à la baisse, à l'opposé de l'expérience des pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est enregistrant un niveau similaire de revenu. Dans certains cas, la part du secteur manufacturier dans la production totale des États indiens à croissance rapide a augmenté à cause de la croissance de sous-secteurs qui dépendent fortement de travailleurs spécialisés ou de capital et non d'une main-d'œuvre non spécialisée. Même si la libéralisation graduelle de la législation du travail est susceptible de faire évoluer ce type de production, le style de développement dont a hérité l'Inde peut l'amener à se spécialiser dans la production de biens qui nécessitent une main-d'œuvre plus spécialisée, contrairement à d'autres pays ayant le même niveau de richesse.

Conclusion

L'Inde a créé les règles fondamentales de la vie économique et politique moderne. Le renforcement nécessaire de la structure institutionnelle du pays permettra à l'Inde de prospérer sans passer par des changements radicaux. Les institutions économiques et politiques modernes, comme la primauté du droit, les droits de propriété et la démocratie politique, sont largement répandues. Les institutions, surtout le secteur public, ont besoin d'une amélioration, mais non d'une chirurgie de fond en comble.

L'Inde est un cas unique en ce qu'elle est une démocratie depuis 60 ans qui ne s'est ouverte aux marchés libres que depuis 15 ans à peine. Elle récolte maintenant ses premiers investissements dans le développement politique de même que ses investissements plus tardifs dans la réforme économique qui a déployé le potentiel qui avait été créé mais est demeuré sous-utilisé pendant les quatre premières décennies qui ont suivi l'indépendance. Le bassin de travailleurs scolarisés, le cadre réglementaire et juridique et la familiarité avec les processus d'entreprise placent l'Inde à l'avant-garde malgré le niveau actuel de son revenu par habitant.

Pendant la prochaine décennie, l'Inde est susceptible de connaître un taux de croissance qui se rapprochera de celui des pays de l'Asie de l'Est pendant leurs années de croissance spectaculaire, mais avec quelques différences. L'Inde n'a pas de système politique qui peut centraliser le capital aussi rapidement et complètement que ces pays. Le cadre institutionnel et politique moins rigide de l'Inde a pu contribuer à une moindre croissance des intrants (spécialement du capital) dans le passé, et donc de la croissance du PIB, par comparaison avec l'Asie de l'Est. Toutefois, le cadre stratégique émergent de l'Inde semble favoriser une accumulation factorielle et une croissance plus élevées de la PTF dans les prochaines années, grâce à de meilleurs incitatifs à l'investissement et la croissance qui sont nés de la réforme.

La croissance du PIB de l'Inde dans les dernières années dépendait proportionnellement plus de la PTF que de l'accumulation de capital, comparativement à la Chine et à d'autres pays à croissance rapide. Cela s'explique en grande partie par la stratégie de croissance de l'Inde qui est largement basée sur le coût de marché du capital (à l'opposé du capital subventionné en Chine et dans beaucoup de pays de l'Asie de l'Est pendant leurs années de croissance rapide). Cela est également causé par le développement relativement faible de l'industrie et de l'infrastructure physique indiennes, qui nécessitent des investissements plus abondants. Toutefois, de récents changements de politique ont engendré plus d'investissement dans l'infrastructure, ce qui laisse présager qu'une accumulation de capital pourrait jouer un rôle proportionnellement plus grand, dans la croissance indienne dans les prochaines années.

Dans l'ensemble, l'économie indienne semble prête à répondre aux défis que pose l'accumulation de capital, dans la mesure où le gouvernement contrôle son déficit budgétaire (pour éviter de diminuer l'épargne du secteur public) et continue la libéralisation d'autres secteurs de l'économie. Le secteur industriel est prêt à contribuer davantage à la croissance du PIB dans les prochaines années. La distinction entre l'Inde comme « l'arrière guichet » et la Chine comme « l'atelier du monde » disparaît à mesure que l'industrie indienne poursuit sa croissance. La croissance dans l'agriculture s'accélèrera sans doute modérément dans les prochaines années, du moins dans ces parties du pays où les conditions sont favorables à l'industrie agricole. Enfin, les récents débats politiques en Inde sur les problèmes de santé et d'éducation pourraient donner lieu à des politiques innovatrices susceptibles de hausser le niveau du capital humain.

À l'opposé de la Chine et de l'Asie de l'Est (pendant leur période de croissance rapide), le pouvoir national en Inde est passé entre les mains de tous les partis politiques importants et

secondaires pendant les deux dernières décennies. Pendant la même période, le consensus sur des politiques favorables à l'investissement et à la croissance s'est renforcé sur la scène politique. C'est pourquoi l'Inde sera moins vulnérable aux changements importants de la politique économique dans les prochaines années, malgré le risque que des gouvernements de coalition instables prennent le pouvoir.

L'Inde est un exemple de réussite en matière de mondialisation. Les caractéristiques fondamentales du pays sont plus susceptibles d'être renforcées que menacées par une plus grande intégration à l'économie mondiale. Son système politique deviendra plus transparent compte tenu d'une prospérité croissante, d'une classe moyenne florissante et d'une vigilance accrue des médias. Son système juridique se voit forcé de prendre des décisions plus rapides et son intégrité fait l'objet d'une surveillance plus serrée. Le système de réglementation de l'Inde se rapproche du cadre des économies modernes, en se dotant d'organismes de réglementation plus solides sur le marché boursier et les secteurs des télécommunications et de l'assurance, et de nouveaux organismes de réglementation dans d'autres secteurs de l'infrastructure (comme les aéroports, le pétrole et le gaz). Sa Banque centrale devient une institution plus performante qui peut mieux cibler la politique monétaire et gérer une économie plus évoluée.

D'un point de vue économique, l'Inde est une réussite, mais avec des réserves. Dans une perspective plus large, l'Inde est une réussite plus importante en tant que pays démocratique, diversifié et immensément pauvre et qui a réussi graduellement à libéraliser ses institutions et à s'intégrer à l'économie mondiale tout en connaissant une croissance économique stable et des niveaux de vie plus élevés.

Références

Acharya, Shankar, Isher J. Ahluwalia, K. L. Krishna et Ila Patnaik (2003) « India: Economic Growth, 1950-2000: From Regulations to Reforms: What

- Factors Can Explain India's Growth Record Since 1950? », Indian Council for Research on International Economic Relations (ICRIER).
- Anderson, Jonathan (2005) « *How to Think About China (Part 5)* », UBS Investment Research, 15 novembre.
- Bosworth, Barry, et Susan Collins (2003) « The Empirics of Growth: An Update », septembre, Brookings Institution, Washington, D.C.
- Bosworth, Barry, et Susan Collins (2006) « Accounting for Growth: Comparing China and India », document provisoire, November, Brookings Institution and Georgetown University, Washington, D.C.
- Bosworth, Barry, Collins, Susan et Arvind Virmani (2006) « Sources of Growth in the Indian Economy », document présenté au Indian Policy Forum, New Delhi, juillet.
- Crisil Research (2007) « The Rising Tide - Employment and Output Linkages of IT-ITES », février, Mumbai.
- Economic Times* (2007) « India zooms past China in car exports », 8 janvier, Mumbai.
- IMF (2006) « India: 2005 Article IV Report », Washington, D.C.
- Kochhar, Kalpana, Utsav Kumar et Rajan Raghuram (2006) « India's Pattern of Development: What Happened, What Follows », IMF Working Paper No. 06/22, janvier.
- Mishra, Deepak (2004) « Can India Attain East Asian Growth with South Asian Savings Rate? » juillet, World Bank.
- Mohan, Rakesh (2002) « A Decade After 1991: New Challenges facing the Indian Economy », *Reserve Bank of India Bulletin*, novembre, p.780.
- Purfield, Catriona et Jerald Schiff (éd.) (2006) *India Goes Global: Its Expanding Role in the World Economy* », (Washington, DC : IMF).
- Rodrik, Dani, et Arvind Subramanian (2004) « From Hindu Growth to Productivity Surge: The Mystery of the Indian Growth Transition », IMF Working Paper No. 04/77, mai.
- Sivasubramanian, S. (2000) *The National Income of India in the Twentieth Century*, New Delhi, Oxford University Press.
- Srinivasan, T. N. (2004) « Comments on Paper by Dani Rodrik and Arvind Subramanian », <http://www.imf.org/external/pubs/ft/staffp/2004/00-00/sriniv.pdf>.
- UNDP (2004) « World Population Prospects », New York.
- World Bank (2006) *World Development Indicators*, Washington, D.C.